

# **Charte sociale européenne révisée**

**Groupe 4 : Enfants, familles, migrants**

**Articles 7, 8, 16, 17, 19 et 27, pour la période 2014-2017**

**Cycle 2019**

## **Commentaires du Belgian Disability Forum asbl (BDF) sur le 13<sup>ème</sup> rapport national de l'Etat belge**



***Avril 2019***

## **Introduction**

La présente contribution, initiée et coordonnée par le *Belgian Disability Forum asbl* (BDF)<sup>1</sup> est présentée conjointement par ses 18 associations membres <sup>2</sup>.

Pour une compréhension complète de nos préoccupations, nous souhaitons attirer votre attention sur les rapports alternatifs du BDF sur la mise en œuvre de l'UNCRPD <sup>3 4</sup> - dont les constats restent valable pour la période considérée - ainsi que sur les Observations finales pour la Belgique, émises par le Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU <sup>5</sup>, publiés en 2014.

Ponctuellement, des progrès ont été constatés, dans différents domaines et à des degrés divers, aux niveaux fédéral, régionaux et communautaires, mais les efforts doivent se poursuivre et se généraliser si l'on souhaite éliminer l'exclusion sociale et les problèmes auxquels sont encore confrontés de nombreux enfants et adultes handicapés et leur famille. Parmi les problèmes relevés, l'un des plus fondamentaux est celui du lien entre pauvreté et handicap.

Le présent rapport alternatif traite de la situation des personnes handicapées au regard des articles 16, 17 paragraphe 2 et 27 paragraphe 1.

---

<sup>1</sup> <http://bdf.belgium.be/fr/qui-est-le-bdf.html>

<sup>2</sup> <http://bdf.belgium.be/fr/bdf/members.html>

<sup>3</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des personnes handicapées, Premier rapport belge, Rapport alternatif initié et coordonné par le Belgian Disability Forum*, 20 février 2014.

[http://bdf.belgium.be/fr/themes/human\\_rights/uncrpd/belgian\\_ratification/rapport\\_alternatif\\_bdf.html](http://bdf.belgium.be/fr/themes/human_rights/uncrpd/belgian_ratification/rapport_alternatif_bdf.html)

<sup>4</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des personnes handicapées, Deuxième et troisième rapport belge, Rapport alternatif initié et coordonné par le Belgian Disability Forum asbl*, 11 février 2019. <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapports-alternatifs-bdf.html>

<sup>5</sup> [http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CRPD/Shared%20Documents/BEL/CRPD\\_C\\_BEL\\_CO\\_1\\_18387\\_F.doc](http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CRPD/Shared%20Documents/BEL/CRPD_C_BEL_CO_1_18387_F.doc)

## **Table des matières**

<b>Article 16 – Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique.....</b>	<b>Page 4</b>
<b>Article 17 – Droit des enfant et des adolescents à une protection sociale, juridique et économique.....</b>	<b>Page 21</b>
Paragraphe 2 – Enseignement primaire et secondaire gratuit – régularité d la fréquentation scolaire.....	<b>Page 21</b>
<b>Article 27 – Droit des travailleurs ayant des responsabilités familiales à l'égalité des chances et de traitement.....</b>	<b>Page 25</b>
Paragraphe 1 – Participation à la vie professionnelle.....	<b>Page 25</b>

## **Article 16 – Droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique**

*En vue de réaliser les conditions de vie indispensables au plein épanouissement de la famille, cellule fondamentale de la société, les Parties s'engagent à promouvoir la protection économique, juridique et sociale de la vie de famille, notamment par le moyen de prestations sociales et familiales, de dispositions fiscales, d'encouragement à la construction de logements adaptés aux besoins des familles, d'aide aux jeunes foyers, ou de toutes autres mesures appropriées.*

### **1. Un système de protection sociale devenu trop complexe**

Le système social belge permet à toute personne résidant officiellement en Belgique, quelle que soit sa situation, d'obtenir le soutien social dont elle a besoin. Normalement, aucune personne ne doit tomber entre les « mailles du filet ».

Néanmoins, le Belgian Disability Forum asbl (BDF) constate que la complexité du système administratif amène régulièrement des personnes à ne pas disposer de l'ensemble des pièces nécessaires pour prouver qu'elle est en règle au niveau administratif.

Ceci est encore accentué par l'évolution constante du fédéralisme belge qui amène la personne à ne plus savoir à qui s'adresser pour telle ou telle demande.

Pour les personnes handicapées, le système de reconnaissance est ainsi devenu particulièrement complexe. Il a été adapté par touches successives pour solutionner des problèmes mais nécessiterait d'être revu dans son ensemble dans une optique de simplification et d'efficacité <sup>6</sup>.

### **Recommandations**

1. Les autorités fédérales devraient assurer un revenu décent à chaque personne handicapée, dépasser le seuil de pauvreté et atteindre le revenu minimum mensuel garanti (RMMG).
2. Les autorités fédérales devraient apporter une solution au problème du délai de traitement des dossiers de demande ou de révision d'allocation de handicap.
3. Les autorités compétentes devraient mettre en place des structures d'accueil, d'aide et d'encadrement adéquates pour permettre aux familles avec enfant en situation de handicap de mener une vie digne, permettant à chacun des membres de la famille de développer leur vie de manière harmonieuse.  
Les autorités compétentes doivent apporter une réponse concrète et complète à la condamnation dont elles ont fait l'objet de la part du Comité Européen des Droits sociaux, le 29 juillet 2013.

---

<sup>6</sup> Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées, Note de position Dispositifs financiers spécifiques aux personnes handicapées, Bruxelles, Janvier 2014, <http://ph.belgium.be/fr/th%C3%A8mes-cl%C3%A9s/note-de-position-dispositifs-financiers.html>

4. Les autorités compétentes devraient mettre en place une stratégie apte à combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants et adolescents handicapés.
5. Les autorités compétentes devraient mettre en place des solutions d'accompagnement et de prise en charge spécifique pour les parents en situation de handicap.

## **2. Les enfants et adolescents handicapés, victimes de mauvais traitements**

En Communauté flamande, un numéro d'appel d'urgence gratuit, le 1712, et un site Internet, le [www.1712.be](http://www.1712.be), ont été mis en place. Les enfants et adolescents peuvent s'y adresser, notamment en cas de maltraitance.

Les organisation membres du BDF actives en Flandre ne disposent pas de données précises sur le nombre d'appels et de visites concernant des enfants et des adolescents handicapés. Les enfants et adolescents handicapés ne semblent pas avoir une bonne connaissance de ces services. Le site ne dispose pas du label *AnySurfer*.

Concernant la protection contre l'exploitation sexuelle, la Région wallonne met en avant la mise en place d'une ligne d'écoute gratuite (0800.98.100) et l'organisation, tous les deux ans par l'AVIQ du salon « Envie d'Amour ». Il ne s'agit pas de mesures spécifiques pour lutter contre l'exploitation sexuelle. Par contre, cette ligne d'écoute pourrait permettre d'évaluer les besoins existant en matière d'abus sexuels, notamment par rapport aux personnes handicapées. Ici aussi, le service n'est pas accessible aux personnes sourdes ou aux personnes présentant un handicap intellectuel.

### **Recommandations**

6. Le service qui gère le numéro 1712 et le site Internet [www.1712.be](http://www.1712.be) devrait être en capacité de communiquer aux autorités compétentes des données statistiques utiles relatives au nombre de jeunes handicapés qui font appel à ce service pour faire part de situations de dangers physiques et moraux.
7. Les autorités compétentes devraient assurer aux jeunes handicapés des actions de communication accessible du numéro 1712 et du site Internet [www.1712.be](http://www.1712.be).
8. Le service qui gère le numéro 0800.98.100 et l'Agence qui organise le salon « Envie d'amour » devraient être en capacité de communiquer aux autorités compétentes des données statistiques utiles relatives au nombre de jeunes handicapés qui font appel à ce service pour faire part de situations de dangers physiques et moraux.
9. Les autorités compétentes devraient assurer aux jeunes handicapés des actions de communication accessible concernant le numéro 0800.98.100 et concernant le salon « Envie d'amour ».

10. Les autorités compétentes devraient garantir que ces services soient également utilisables par les enfants et personnes handicapées de manière personnelle, sans passer par un tiers et quelle que soit leur handicap.

### **3. Protection économique : droit à un revenu décent**

La protection économique est intimement liée à la problématique des revenus et, notamment à leur hauteur. En Belgique, un nombre important de personnes handicapées tirent souvent leurs revenus des allocations de handicap, parfois d'un travail. Dans de nombreuses situations, les montants perçus ne permettent pas de répondre aux besoins élémentaires.

Sous ce titre, nous traiterons de la problématique du salaire et des allocations de handicap.

Pour autant, il ne faut pas oublier que les familles dont un des membres est handicapé doivent faire face à des contraintes économiques importantes du fait de cette situation de handicap. Parfois, cela implique un risque de pauvreté. Ces aspects seront abordés sous le titre 4 « Protection sociale »

#### **Un salaire revalorisé pour les travailleurs handicapés**

En Belgique, le principe est que le salaire est fixé sur une base conventionnelle. La liberté des parties est limitée par l'application des conventions collectives de travail (CCT). Celles-ci fixent au niveau interprofessionnel (c'est-à-dire national) ou sectoriel, des taux minima de rémunération des travailleurs.

Ces règles s'appliquent indistinctement, que le travailleur soit handicapé ou non. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la loi garantit le salaire minimum interprofessionnel aux travailleurs occupés dans le secteur des Entreprises de Travail Adapté (ETA) ce qui, au niveau international correspond à la notion de « travail adapté » ou « sheltered employment ».

Le problème, pour beaucoup de travailleurs handicapés est qu'ils restent confinés, durant toute leur carrière, au barème minimum soit de leur CCT, soit de leur secteur d'activité, même s'ils prestent un travail de bonne qualité.

#### **Des allocations aux personnes handicapées qui répondent aux besoins vitaux**

La loi relative aux allocations aux personnes handicapées date du 27 février 1987. Elle a subi des modifications à plusieurs reprises. Cependant, aucune réforme fondamentale n'a été faite. Certains essais ont été entrepris, mais vu les changements de gouvernement, ceux-ci n'ont pas aboutis.

Cette loi est dépassée et les nombreuses modifications qui y ont été apportées au cours des années ont donné lieu à un ensemble disparate, complexe et opaque <sup>7</sup>.

Concernant l'allocation de remplacement de revenus en particulier, les montants de cette dernière ont été augmentés en 2017 et en 2018. Cependant, ces montants restent en-dessous du seuil de pauvreté. En juillet 2017, lors d'un

---

<sup>7</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2014-04.html>

Conseil des ministres thématique, il a été promis d'augmenter le montant des allocations de protection sociale, dont l'allocation de remplacement de revenus, au montant du seuil de pauvreté, en 3 tranches, Cela devait avoir pour objectif d'accélérer l'atteinte du seuil de pauvreté de ces allocations <sup>8</sup>.

Le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées (CSNPH) a, à plusieurs reprises, demandé des éclaircissements à ce sujet et, notamment, sur l'état d'avancement de ce dossier. Le CSNPH a remarqué les communications divergentes et a déploré, à cet égard, de ne jamais avoir reçu des informations cohérentes de la part du Cabinet ministériel compétent <sup>9</sup>.

## **Recommandations**

11. Les travailleurs handicapés doivent bénéficier des mêmes chances de progression salariale que tout travailleur.
12. Les autorités compétentes devraient mener à terme une réforme fondamentale de la loi relative aux allocations aux personnes handicapées, en consultant les organes consultatifs compétents et en tenant compte de leurs remarques
13. Les autorités fédérales devraient mener à bien le projet de réforme du régime des allocations aux personnes handicapées. Les allocations de handicap doivent assurer aux personnes handicapées des revenus supérieurs au seuil de pauvreté. Toute personne handicapée doit disposer d'un revenu minimum adéquat. Les revenus dont dispose la personne doivent lui donner la possibilité d'atteindre une inclusion suffisante dans tous les domaines de la vie. Le handicap ne peut devenir synonyme de pauvreté. Cette réforme doit être menée en étroite collaboration avec les structures d'avis des personnes handicapées.
14. Les autorités fédérales devraient adapter les modalités d'application de la loi de 1987 de sorte que l'allocation d'intégration soit octroyée de manière équitable, en s'écartant du lien aux revenus. L'allocation d'intégration doit être considérée comme un droit individuel, indépendamment de la situation de la personne au niveau familial, domicile...
15. Les autorités fédérales devraient cesser d'appliquer un abattement de 28% sur l'allocation d'intégration lorsque l'ayant droit séjourne dans une institution aux frais des pouvoirs publics.
16. Les autorités compétentes devraient veiller à ce que le montant barémique de l'allocation de remplacement de revenus atteigne le montant du seuil de pauvreté.

---

<sup>8</sup> [https://premier.fgov.be/sites/default/files/articles/PPWT%20FR\\_0.pdf](https://premier.fgov.be/sites/default/files/articles/PPWT%20FR_0.pdf)

<sup>9</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2018-11.html>

## 4. Protection sociale : les personnes handicapées face au risque de pauvreté

Malheureusement, du fait que le niveau des allocations de handicap se situe sous le seuil de pauvreté et que les services sensés apporter une solution pratique à leurs besoins s'avèrent trop peu développés ou trop coûteux, un nombre très important de personnes handicapées et leur famille sont confrontées à des difficultés financières, voire même se trouvent dans des situations de pauvreté.

### **La pauvreté : une réalité pour un grand nombre de personnes handicapées et leur famille**

Malgré le fait que la Belgique fédérale ne doive pas répondre à des questions concernant la situation de pauvreté d'une partie de la population belge, il faut bien constater que celle-ci constitue un état de fait.

A la lecture du 13<sup>ème</sup> rapport de la Belgique sur la mise en œuvre de la Charte sociale européenne, il pourrait sembler que les personnes handicapées ne sont que très peu en situation de risque de pauvreté.

Le lien entre handicap et pauvreté est pourtant désormais tout à fait avéré.

C'est ainsi que, dans son Plan National de réforme (PNR) de 2010, la Belgique déclarait :

*La Belgique a l'ambition que d'ici 2020 380.000 personnes cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale par rapport à l'année de référence (2008) <sup>10</sup>.*

Le PNR 2015 soulignait même qu'en 2013, 2.286.000 personnes se trouvaient en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale <sup>11</sup>.

La Cour des Comptes elle-même a fortement critiqué la Belgique en 2016 pour son deuxième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté <sup>12</sup> :

*Tout manque dans le plan: mobilisation des administrations, contribution du plan à l'atteinte de l'objectif national, pas d'échéance, pas d'enveloppe budgétaire générale, pas d'estimation du coût des objectifs ou des actions. En résumé, le deuxième plan pauvreté est davantage une "liste d'actions" qu'un instrument de politique publique.*

La grande majorité des personnes handicapées vit, globalement, dans une situation socio-économique particulièrement difficile. C'est ainsi que les personnes handicapées reportent ou se privent de traitements dentaires, lunettes, ..., uniquement pour des raisons financières <sup>13 14</sup>.

L'étude « Handilab », commanditée par le Service Public Fédéral Sécurité sociale et menée par une équipe de chercheurs de la « Katholieke Universiteit Leuven » a pourtant démontré clairement en 2012, la situation de pauvreté dans laquelle vivent près de 40% de la population qui perçoit une allocation de handicap en

<sup>10</sup> [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nrp/nrp\\_belgium\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nrp/nrp_belgium_fr.pdf), page 31

<sup>11</sup> PNR 2015, tableau 6, page 32, [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2015/nrp2015\\_belgium\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2015/nrp2015_belgium_fr.pdf)

<sup>12</sup> [https://www.rtf.be/info/belgique/detail\\_la-cour-des-comptes-tacle-severement-la-belgique-incapable-de-reduire-la-pauvrete?id=9354244](https://www.rtf.be/info/belgique/detail_la-cour-des-comptes-tacle-severement-la-belgique-incapable-de-reduire-la-pauvrete?id=9354244)

<sup>13</sup> Dossier pauvreté et handicap, dans *Entrevoy*, le magazine d'Altéo asbl, n°23, Juin-novembre 2010

<sup>14</sup> Handicap & pauvreté, dans ASPH – Semaine de la personne handicapée – 2010, Bruxelles, 2010



Belgique : cela veut dire que 39,3% ont un revenu qui se situe en-dessous du seuil de pauvreté Européen, contre 14,6% dans la population belge totale <sup>15</sup>.

Dans son avis 2018-30 <sup>16</sup> relatif au rapport « The evolution of the social situation and social protection in Belgium 2018 », le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées relève que le nombre de 200.000 nouvelles personnes (en ce compris jeunes, femmes, enfants) sont venues gonfler les rangs de la pauvreté. Par ailleurs, deux évolutions se poursuivent plus fortement que les années précédentes : l'augmentation du risque de pauvreté des personnes peu qualifiées et des ménages sans revenus professionnels. Le manque d'accès aux soins pour les personnes handicapées est clairement identifié.

Les personnes touchées par le handicap ou la maladie sont parmi les personnes les plus exposées car elles sont souvent privées de formation et de travail (pour rappel, la Belgique est le dernier pays européen sur le plan du taux d'emploi des personnes handicapées). Par ailleurs, elles sont en plus exposées à des soins de santé et d'accompagnement élevés et constants. Un tissu social parfois aussi réduit augmente le sentiment de mal-être et la réalité de l'exclusion sociale.

Le CSNPH propose depuis des années de nombreuses pistes pour relever le défi de la pauvreté des personnes handicapées (voir avis précités). Il rappelle, entre autres priorités, la nécessité

- d'élever la lutte contre la pauvreté comme priorité sociale première, au même titre que certains défis économiques. Un plan national de lutte contre la pauvreté est une exigence absolue
- de rendre l'environnement (biens et services) accessible financièrement, techniquement et intellectuellement à tous
- de concrétiser le pilier social européen et de l'assortir d'actions et de politiques sociales fortes et transversales

Globalement, la pauvreté gagne du terrain en Belgique, et s'étend par ailleurs aussi à certains travailleurs <sup>17</sup>. Le phénomène de la « sherwoodisation » se répand également de plus en plus : les personnes s'excluent des systèmes et vivent du travail au noir, de la solidarité familiale. C'est ainsi qu'un tiers des personnes qui ont été exclues du régime du chômage ne se retrouvent dans aucun autre pan de la sécurité sociale ou de la protection sociale <sup>18</sup>.

Au niveau des entités régionales, l'accès aux services et à un budget personnalisé restent soumis à des listes d'attente souvent longues de plusieurs années <sup>19</sup> qui ne permettent pas aux personnes d'échapper au risque de pauvreté.

---

<sup>15</sup> Synthèse du projet d'étude 'Handilab'. Position socioéconomique des personnes handicapées et effectivité des allocations aux personnes handicapées, Leuven, 2012, p.18.

[http://www.belspo.be/belspo/organisation/Publ/pub\\_ostc/agora/ragkk154samenv\\_fr.pdf](http://www.belspo.be/belspo/organisation/Publ/pub_ostc/agora/ragkk154samenv_fr.pdf)

<sup>16</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2018-30.html>

<sup>17</sup> SPF Sécurité sociale, *Les tendances se confirment : le risque de pauvreté diminue pour les personnes âgées mais reste élevé chez les personnes peu qualifiées en Belgique. Les revenus des ménages stagnent depuis 2010*, Communiqué de presse relatif à l'enquête Silk, 26/08/2016.

<sup>18</sup> Conseil Supérieur National des Personnes handicapées, Avis n° 2016/09, relatif au projet de troisième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, Avis rendu à la demande de la Secrétaire d'Etat à la lutte contre la Pauvreté, 4 avril 2016, p. 3. <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2016-09.html>

<sup>19</sup> <https://www.ikwachtmee.be/>

Au niveau du logement, le nombre de logement sociaux accessibles est globalement insuffisant. D'autre part, il est généralement particulièrement vétuste, ce qui pose des problèmes aux familles qui y vivent en termes de coûts cumulatifs (chauffage, par exemple) qui viennent aggraver les situations de pauvreté.

La Région flamande a pris des mesures réglementaires qui mettent en place des baux à durée déterminée (9 ans) prolongeables, assortis de conditionnalités. Cela permet aux sociétés de logements sociaux de gérer au mieux les situations de sous-occupation ou d'occupation de logement accessibles par des personnes qui n'ont pas de besoins spécifiques. D'autre part, les administrations locales ont la possibilité d'établir un règlement spécifique tenant compte des besoins de groupes spécifiques. Les autres régions n'ont pas développé de telles mesures.

Concernant la protection des familles par rapport aux violences domestiques, la Région flamande renvoie au numéro d'appel 1712 qui est accessible à toute personne victime de violence, en ce compris les personnes handicapées.

Les *Centra voor Algemeen Welzijnswerk* (CAW) organisent, notamment, ce numéro d'appel. Il y a 11 (CAW) en Région flamande. Ils disposent peut-être de données statistiques intéressantes sur la situation de familles de personnes handicapées.

Pour la Région wallonne et la Communauté française, le rapport renvoie au Plan de Cohésion sociale de Wallonie-Bruxelles international (WBI).

### **Le Plan fédéral pauvreté ne répond pas aux défis**

Le fait que le 13<sup>ème</sup> rapport de la Belgique sur la mise en œuvre de la charte sociale européenne passe sous silence la situation de pauvreté de nombreuses personnes handicapées est d'autant plus étonnant aux yeux du BDF que la Belgique en fait explicitement état dans son « Plan fédéral pauvreté 2016-2019 ». Celui-ci ne recouvre pas exactement les points énumérés par la Charte sociale européenne, mais certains aspects étaient abordés et auraient, à priori, pu être repris.

Le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées (CSNPH) a commenté ce plan dans son avis 2016/09 <sup>20</sup>. Au niveau global, le CSNPH a émis les critiques suivantes :

- les mesures évoquées ne sont pas constitutives d'un plan d'actions, il s'agit plutôt d'une énumération d'intentions vagues et peu contraignantes ou de mesures antérieures
- l'automatisation des droits et la digitalisation génèrent, involontairement, des effets pervers en ce qu'ils ne permettent plus d'appréhender la globalité de la situation d'une personne : il faut revenir à plus d'accompagnement humain qui permet une approche globale des besoins
- les réformes successives de l'Etat entraînent véritablement des diminutions et des pertes de droits

---

<sup>20</sup> Conseil Supérieur National des Personnes handicapées, Avis n° 2016/09, relatif au projet de troisième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, Avis rendu à la demande de la Secrétaire d'Etat à la lutte contre la Pauvreté, 4 avril 2016 : <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2016-09.html>

## **Droit de poser ses propres choix de vie : un environnement qui ne le permet pas.**

La personne handicapée doit pouvoir effectuer ses propres choix dans les différents aspects de sa vie. Elle doit donc disposer d'une autonomie suffisante.

Pour ce faire, elle doit pouvoir compter sur une offre de services variée et abordable en fonction de ses revenus, de quelque origine que soient ceux-ci. Les services généraux doivent lui être accessibles et des services spécifiques doivent être créés lorsque les services généraux ne permettent pas de rencontrer ses besoins spécifiques ou sont inexistants. D'autre part, ces services doivent être correctement répartis sur l'ensemble du pays, en tenant compte des compétences régionales.

Dans le cadre du fédéralisme belge, l'organisation des services permettant à la personne handicapée de mener une vie autonome a été confiée à des agences :

- AVIQ pour les personnes domiciliées en Région wallonne
- *Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben* pour les personnes domiciliées en communauté germanophone
- PHARE pour les personnes francophones domiciliées en Région bruxelloise
- VAPH pour les personnes domiciliées en Région flamande

Ces agences organisent ou financent un ensemble de services sociaux spécifiques pour les personnes handicapées.

## **Financement direct de l'aide aux personnes handicapées (Budget d'assistance personnalisé) : des listes d'attente importantes**

La notion de budget d'assistance personnalisée découle du prescrit de la Convention sur les droits des personnes handicapées. Il s'agit d'un élément important en faveur de l'autonomisation de la personne handicapée.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Vlaamsgagentschap voor Personen met een handicap a introduit en Région flamande le financement individualisé de l'aide et de l'assistance aux personnes handicapées : le *Persoonsvolgende financiering* (PVF)<sup>21</sup>. Celui-ci remplace le système de soin et de soutien axé sur l'offre et le système de *Persoonlijk assistentiebudget* pour les adultes qui étaient en vigueur depuis 2000<sup>22</sup>. Un système par rapport auquel le BDF avait pointé, dans son rapport alternatif au rapport de la Belgique sur la mise en œuvre de l'UNCRPD, qu'il présentait un gros problème de budget global qui se traduisait par des listes d'attente importantes<sup>23</sup>.

Il faut bien constater que, dans la pratique, sa mise en œuvre reste, à ce jour, particulièrement problématique au niveau des listes d'attentes : le budget global alloué au PVF ne permet pas de rencontrer les besoins de toutes les personnes

---

<sup>21</sup> Persoonsvolgende financiering decreet, 25/04/2014,

<https://codex.vlaanderen.be/Portals/Codex/documenten/1024475.html> et <https://www.vaph.be/pvf/algemeen>

<sup>22</sup> Decruynaere (E.), *10 jaar Persoonlijk Assistentiebudget in Vlaanderen*, BolBuldiv vzw, 2010.

<http://www.10jaarpab.be/upload/publicaties/Rapport%2010%20jaar%20PAB.pdf>

<sup>23</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des personnes handicapées, Premier rapport belge, Rapport alternatif initié et coordonné par le Belgian Disability Forum*, 20 février 2014, p.146 ; <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport-alternatif-bdf.html>.

qui en font la demande. Les listes d'attente ne semblent pas en voie de se résorber<sup>24</sup>.

Par ailleurs, la « contractualisation » des soins et la sollicitation accrue des aidants proches restent pour les personnes handicapées et leurs familles des sources de préoccupations.

En Région wallonne, la logique a également été suivie, avec la mise en place du « budget d'assistance personnelle » à partir de 2009. Cependant, il ne s'adresse qu'à un nombre limité de personnes, atteintes de maladies évolutives.

Les bénéficiaires sont généralement enthousiastes par rapport à la logique du système mais pointent de nombreuses insatisfactions quant à sa mise en œuvre, particulièrement du fait d'un manque de services aptes à répondre aux besoins des bénéficiaires et de la rotation constante du personnel qui n'est pas favorable à la confiance nécessaire pour des fonctions qui entrent dans l'intimité des personnes. Ils pointent également le manque de souplesse du système qui réduit l'autonomie de la personne alors qu'il est justement censé la garantir <sup>25</sup>.

Les développements actuels liés à la mise en œuvre de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat laissent à penser que le BAP ne sera pas étendu et que l'assurance autonomie envisagée ne couvrira qu'une gamme de soins et d'assistance au domicile de la personne, mais pas les activités liées à sa participation à la vie sociale.

En Région bruxelloise, le Budget d'assistance personnalisé a été lancé en 2012, de manière expérimentale. Ce projet pilote est limité à 8 personnes. Jusqu'à présent il ne semble pas devoir déboucher sur la mise en place d'un cadre légal <sup>26</sup>. Le Décret Inclusion de la Région bruxelloise entré en vigueur le 1/7/2015 ne tient d'ailleurs pas compte de ce projet pilote<sup>27</sup>.

La Communauté germanophone, pour sa part, n'a rien mis en œuvre en matière de « budget d'assistance personnalisé ». Elle ne semble pas disposée à s'engager dans cette voie dans les années à venir. D'autre part, elle n'a pas décidé de créer une assurance autonomie calquée sur le modèle suivi par la Région wallonne.

### **Accès effectif à l'assistance sociale et médicale : de moins en moins le cas**

En matière de protection sociale, le Plan fédéral pauvreté prévoit d'intégrer la valeur marchande des « avantages sociaux » dans le calcul des revenus des personnes. Le CSNPH a dénoncé cette approche et souhaite que le gouvernement utilise le terme « compensation sociale ». D'une part, ces « compensations sociales » viennent compenser, partiellement, la faible hauteur des allocations de remplacement minimales. D'autre part, elles ne répondent pas nécessairement au choix de vie des personnes qui, si elles disposaient de revenus décents, ne les dédicaceraient pas nécessairement à l'achat des services dans la forme qu'on leur propose <sup>28</sup>.

---

<sup>24</sup> <https://www.vaph.be/nieuws/persbericht-perspectief-voor-personen-met-een-handicap>

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.146.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>27</sup> <https://phare.irisnet.be/espace-pro/r%C3%A9glementation/r%C3%A9glementation-cocof-en-projet/>

<sup>28</sup> Conseil Supérieur National des Personnes handicapées, *Avis n° 2016/09, relatif au projet de troisième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, Avis rendu à la demande de la Secrétaire d'Etat à la lutte contre la Pauvreté*, 4 avril 2016, p.4. <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2016-09.html>

L'accès aux soins constitue l'un des problèmes essentiels en matière de pauvreté pour les personnes handicapées. De plus en plus de personnes handicapées ou malades reportent ou annulent leur traitement <sup>29</sup>.

Tant en matière sociale que médicale, pour les personnes handicapées les risques de se trouver en situation de pauvreté sont accrus par la diminution progressive, voire par l'absence de lien social. Le travail des assistants sociaux et des intervenants de santé ont une valeur inestimable au niveau de la prévention des situations de pauvreté extrême. Ils ont aussi un rôle important d'explication pour les personnes qui sont confrontées à des difficultés cognitives. Malheureusement, la tendance des politiques actuelles consiste à diminuer le travail social...<sup>30</sup>.

### **Services spécifiques et services généraux : une offre insuffisante**

Le développement de services généraux accessibles et de services spécialisés pour personnes handicapées est le corollaire nécessaire du développement des initiatives de type « budget d'assistance personnalisé ».

A ce stade, leur nombre, leur disponibilité et leur répartition géographique (voire locale) n'est pas suffisante pour rencontrer correctement les besoins générés par une approche plus personnalisée de l'assistance aux personnes.

L'existence de services spécifiques est une bonne chose pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Le BDF tient, cependant à rappeler que l'existence de ces services spécifiques ne dispense pas les autorités compétentes de rendre accessibles les services généraux et d'assurer une bonne coordination pour que ceux-ci réorientent la personne vers les services plus spécialisés quand cela s'avère nécessaire.

Dans toutes les communautés du pays, le manque d'interprètes en langue des signes rend difficile, voire impossible la pleine participation des personnes sourdes à tous les aspects de la vie en société. Pour les enfants et les adolescents cette situation est particulièrement dommageable au niveau de leur parcours scolaire.

### **Manque de places d'hébergement**

Etant donné la difficulté pour une personne handicapée de réaliser son – éventuel – souhait de vivre en autonomie, dans son propre logement, beaucoup de personnes présentant un handicap mental ou cognitif, mais aussi de personnes handicapées de grande dépendance, vivent en institution. C'est également le cas pour des enfants et des adolescents.

Un certain nombre d'entre elles souhaiteraient quitter ce type de lieu de vie, mais ne le peuvent pour des raisons de coût et d'organisation <sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des personnes handicapées, Premier rapport belge, Rapport alternatif initié et coordonné par le Belgian Disability Forum*, 20 février 2014, p.143 ; <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport-alternatif-bdf.html>.

### Entre règlement et réalité de vie

Le BDF tient à souligner que le fonctionnement des institutions en Belgique est encadré par une législation qui est censée garantir des standards de qualité et une gestion participative.

Dans les faits, le BDF constate que les organisations représentatives des personnes handicapées reçoivent régulièrement des témoignages de parents ou de personnes handicapées vivant en institution qui font état de maltraitances et d'abus par rapport à la vie affective et sexuelle des résidents.

Le secteur des institutions pour personnes handicapées en Belgique a pour mission d'offrir des solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement qui permettent aux personnes d'atteindre un niveau d'épanouissement satisfaisant.

De même, il est impératif pour les familles de personnes handicapées de trouver une place dans ces institutions dans la perspective de « l'après-parents », c'est à dire après le décès de ceux-ci : les familles de personnes présentant un handicap mental, cognitif, ou un polyhandicap, qui trouvent une place dans ces institutions se disent souvent rassurées, notamment par rapport à la continuité de vie de leur proche, une fois le moment de « l'après parents » arrivé <sup>32</sup>.

### Manque de places

Vu le manque de solutions permettant la vie en autonomie, la vie en institution constitue pour beaucoup de personnes handicapées la solution « par défaut ». Pour obtenir une place en institution, l'attente s'avère parfois très longue.

La plupart des parents espèrent vainement qu'une place s'ouvre pour leur enfant handicapé. Malheureusement, vu le manque de places, l'urgence est devenue le premier critère d'octroi... Est-ce légitime d'attendre que les familles soient à bout de force ou que les parents ne soient plus là pour les aider au niveau de la prise en charge de leur enfant/frère/sœur/époux/épouse/père/mère ?

Dans les trois Régions, les problèmes liés aux places en institution manque de place en institution ou dans d'autres systèmes d'hébergement de taille plus restreinte ont des conséquences plus que dramatiques pour les personnes handicapées et pour leurs proches : que ce soit par manque de place, pour ce qui est de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale, ou, en Flandre, du fait du manque de budget suffisant pour couvrir les frais d'une place dans une institution ou d'une autre forme de soutien. Cela se traduit par un large éventail de problèmes : perte de l'emploi, précarité financière, essoufflement, fatigue extrême, isolement...

Dès lors, continuer à vivre dans le milieu familial occasionne malheureusement des problèmes en chaîne pour les membres de la famille de la personne handicapée : ce que l'on appelle le « handicap par association ».

De fait, les membres de la famille d'une personne handicapée en viennent parfois à vivre en total décalage par rapport au reste de la population du fait qu'un membre de leur famille est en situation de handicap.

---

<sup>32</sup> Ibid.

Pour les parents de personnes handicapées qui continuent à vivre dans leur milieu familial se pose toujours la question terriblement anxiogène de ce qu'il adviendra de la personne handicapée après leur décès.

En Région bruxelloise, les organisations représentatives de personnes handicapées pointent avec insistance le fait que le refus d'admission de personnes handicapées dans une institution se base souvent sur le fait que la personne a des troubles du comportement, nécessite des soins trop importants, dispose de ressources trop faibles, que le personnel de l'institution ne dispose pas de la formation spécifique suffisante, ... De tels arguments ne sont pas acceptables pour justifier un refus d'admission. Bien au contraire, ils justifient davantage la nécessité d'une solution d'accueil.

Face à de telles situation, que peuvent faire les personnes handicapées et leur famille si ce n'est opter, par défaut, pour le maintien en famille ? <sup>33</sup>

### Réaction à l'inaction

Après de longues années d'interpellations, de demandes, d'espoirs et d'attentes, une vingtaine d'organisations représentatives des personnes handicapées a pris la décision d'emprunter la voie du recours et ont introduit une réclamation collective contre l'Etat belge devant le Comité européen des droits sociaux afin d'obtenir sa condamnation du fait de carences graves à l'égard des « personnes handicapées de grandes dépendance » <sup>34</sup>.

Le 29 juillet 2013, le Comité européen des droits sociaux a rendu publique sa condamnation de l'Etat belge :

*Aucune justification avancée par le Gouvernement de la Belgique relative à sa carence d'assurer un nombre de places (suffisant) dans des centres d'accueil et d'hébergement pour les personnes handicapées adultes de grande dépendance, de sorte que ces personnes ne soient pas exclues d'accès à ce mode de service social, n'est susceptible d'être retenue. Le Comité dit, par conséquent, que cette carence est constitutive de violation de la Charte* <sup>35</sup>.

Suite à cette condamnation, les autorités belges responsables devaient obligatoirement prendre des mesures pour tenter de remédier à la situation. Les réponses apportées à cette problématique dans le 13<sup>ème</sup> rapport de la Belgique sur la mise en œuvre de la Charte sociale européenne n'apportent que peu de clarification en la matière.

En Région flamande, l'adoption du *Persoonsvolgende financiering decreet* y répond partiellement (voir plus haut), mais la *Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH)* ne donne pas de réponse spécifique à la question du manque de place pour personnes de grande dépendance. Par contre, nous retrouvons quelques informations concernant l'accueil de court séjour, avec un

---

<sup>33</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des personnes handicapées, Premier rapport belge, Rapport alternatif initié et coordonné par le Belgian Disability Forum*, 20 février 2014, p.143-144 ; <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport-alternatif-bdf.html>.

<sup>34</sup> Personnes handicapées de grande dépendance : personnes polyhandicapées, personnes sujettes à un trouble du spectre autistique, personnes ayant des lésions cérébrales acquises, personnes atteintes d'une infirmité cérébrale

<sup>35</sup> [http://hudoc.esc.coe.int/eng/#{\"ESCDcIdentifier\":\[\"cc-75-2011-dmerits-fr\"\]}](http://hudoc.esc.coe.int/eng/#{\)



maximum de 12 jours par an et l'accompagnement au logement. S'agit-il de réponses appropriées ?

La Région wallonne a développé un *Plan grande dépendance (mai 2013)*, dans le cadre duquel elle a dégagé un budget de 4,5 millions d'EUR en 2014. La clé de répartition alloue 1,7 millions d'EUR aux cas dits « prioritaires ».

En Région Bruxelles-Capitale, les choses sont peu claires. Il est symptomatique de constater que le rapport n'apporte aucune réponse sur la manière dont la prise en charge des personnes de grande dépendance est améliorée....

Dans l'ensemble, un certain nombre d'éléments de réponse ont été apportés mais beaucoup de personnes restent en souffrance du fait d'une attente insupportable et au final de réponses partielles à leurs besoins...

### **Le secteur demande l'autonomie du choix de vie au sein de structures d'accueil collectives**

Le CSNPH a publié une note de position sur la désinstitutionnalisation<sup>36</sup>. Il y développe 5 critères essentiels à une transition respectueuse du bien-être et de la qualité de vie des personnes en situation de handicap

- accessibilité des services généraux
- liberté de choisir son lieu de vie et d'en changer
- individualisation des lieux de vie
- des institutions démocratiques et participatives
- primauté du projet de vie).

Le CSNPH formule également 8 recommandations aux autorités compétentes afin d'atteindre ces objectifs.

### **Aidants proches : une nécessité à côté du soutien de l'Etat**

La loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche aidant une personne en situation de grande dépendance<sup>37</sup> définit la notion d'aidant-proche et institue une procédure de reconnaissance.

Un groupe de travail du Conseil supérieur national des personnes handicapées (CSNPH), soutenu par l'expertise de l'Asbl Aidants proches et du *Steunpunt Mantelzorg*, s'est penché sur la concrétisation du statut d'aidants proches. Le CSNPH a relevé des mesures d'accompagnement et de protection sociale nécessaires aux aidants proches pour leur permettre de mener, dans la dignité, leurs tâches de soutien. Celles-ci sont reprises dans une note de position parue en septembre 2015<sup>38</sup>.

À la demande de la Fondation Roi Baudouin, l'UCL a mené une étude quantitative de grande ampleur et a examiné la situation de 5201 personnes âgées fragilisées et de leurs aidants proches. Les chercheurs ont fait appel aux données de l'INAMI et d'autres banques de données dans le cadre du Protocole 3, qui finance des projets d'innovation des soins pour des personnes âgées fragiles. Cela leur a

---

<sup>36</sup> <http://ph.belgium.be/fr/th%C3%A8mes-cl%C3%A9s/la-d%C3%A9institutionnalisation-des-personnes-en-situation-de-handicap.html>

<sup>37</sup> *Moniteur Belge*, 6 juin 2014.

<sup>38</sup> <http://ph.belgium.be/fr/th%C3%A8mes-cl%C3%A9s/aidants-proches.html>



fourni un échantillon unique et représentatif qui éclaire les profils de personnes âgées dépendantes et de leurs aidants proches, les rapports entre eux, leur âge, l'impact économique de cette prise en charge et les risques inhérents à ces situations. Les données quantitatives ont été complétées par des interviews approfondies d'aidants proches, qui illustrent leur situation et leur vision.

Les résultats précisent le profil des aidants proches. Ils montrent aussi l'importance de la dyade personne âgée dépendante / aidant proche pour permettre le maintien à domicile<sup>39</sup>.

Une nouvelle loi sur les aidants proches a été adoptée le 19 avril 2019 en Commission des Affaires sociales de la Chambre <sup>40</sup>. Elle modifie notamment la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche aidant une personne en situation de grande dépendance. Elle supprime la notion de grande dépendance. Elle introduit l'idée d'un crédit temps limité, assorti d'une valorisation de certains droits sociaux. Les arrêtés d'exécution préciseront l'ampleur de la loi qui pour l'instant ne présente pas les précisions suffisantes.

Une autre mesure dont l'adoption n'est pas encore finalisée a également été prise : la loi du 14 décembre 2018 portant des dispositions diverses relatives au travail a élargi la notion d'enfant handicapé. Le 22 février 2019, le Conseil des ministres a approuvé un arrêté royal permettant à un plus grand nombre de parents d'avoir droit à un crédit-temps pour soins prodigués à un enfant handicapé. Actuellement, seul le handicap physique et mental de l'enfant est pris en compte. A partir de l'entrée en vigueur de cet arrêté royal, toutes les dimensions du handicap, y compris la participation de l'enfant à la vie quotidienne et le fardeau qui pèse sur la famille, seront prises en compte <sup>41</sup>.

Le BDF et le CSNPH insistent lourdement sur deux aspects : le vieillissement de la population et le mouvement d'autonomisation des personnes handicapées rendent la solidarité interpersonnelle plus que jamais indispensable . Mais en même temps, l'investissement des aidants doit rester un vrai choix et doit être reconnu par les autorités publiques (statut et droits sociaux). Cette reconnaissance ne dédouane pas l'Etat de développer les biens et les services collectifs qui viennent en soutien aux aidants <sup>42</sup>.

Dans sa note de position de septembre 2015 <sup>43</sup>, le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées constate que lorsque l'aidant proche consacre du temps et des moyens à l'aide d'une personne handicapée, cela se fait dans bien des cas au détriment de son propre développement professionnel, personnel et social.

L'aide proche intensive apporte à la société des plus-values. Elle offre plus de confort à la personne aidée, contribue à la réalisation de soins payables et permet souvent une économie collective sur le plan des soins professionnels.

Pour ces raisons et dans les situations où la carrière professionnelle (ou assimilée) doit être totalement ou partiellement, définitivement ou temporairement, interrompue ou aménagée, cet aidant proche doit être protégé comme il se doit, pour que les conséquences professionnelles et sociales de son

---

<sup>39</sup> <https://www.kbs-frb.be/fr/Activities/Publications/2016/20170106PP01>

<sup>40</sup> <https://www.dekamer.be/flwb/pdf/54/0095/54K0095005.pdf>

<sup>41</sup> [http://www.krispeeters.be/sites/default/files/20190222\\_CP\\_Credit-temps\\_enfant\\_handicape.pdf](http://www.krispeeters.be/sites/default/files/20190222_CP_Credit-temps_enfant_handicape.pdf)

<sup>42</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2018-17.html>

<sup>43</sup> <http://ph.belgium.be/resource/static/files/note-aidants-proches.pdf>

choix ne lui soient pas défavorables, durant la période de son choix mais aussi sur le plus long terme.

Pour les aidants proches travailleurs qui se trouvent confrontés à une lourde (et/ou longue) situation de soins, le système actuel d'interruption de carrière (privé-public) s'avère insuffisant pour répondre à leurs besoins. Pour ce groupe, il faut élargir le système actuel et instaurer, pour ces périodes, le principe d'une allocation permettant de mener une vie digne.

Les mesures existantes sont intéressantes mais inappropriées à la réalité de vie de tous les aidants proches. Il faut penser à instaurer une interruption de carrière spécifique et suffisamment flexible pour l'aidant proche, avec une protection contre le licenciement. Elle devra être suffisamment longue de manière à permettre aux aidants d'assurer une aide proche continue et durable, selon les besoins.

### **Accès effectif au logement : la situation se détériore**

Le socle de base pour permettre à une personne de sortir de la pauvreté ou d'éviter qu'elle y sombre est l'accès au logement. Pour beaucoup de personnes handicapées ou de famille dont l'un des membres est handicapé, trouver un logement qui corresponde à leur besoin d'accessibilité alors qu'elles disposent d'un revenu situé sous le seuil de pauvreté constitue une équation particulièrement difficile à solutionner.

Au vu de leur budget, beaucoup de personnes handicapées devraient accéder à un logement dans une « société de logement social ». Cela leur permettrait de ramener leurs dépenses liées au logement – y compris chauffage, eau électricité – dans une proportion raisonnable correspondant à maximum un tiers de leur budget mensuel disponible<sup>44</sup>.

Malheureusement le secteur du logement social connaît une pénurie de logements depuis de longues années ce qui diminue fortement les chances de mise en autonomie. A ce niveau, les chiffres disponibles sont clairs<sup>45</sup> :

#### **Disponibilité et besoins en logements sociaux locatifs par région – Evolution 2012-2016**

	Flandre		Wallonie		Bruxelles-Capitale	
	loué	en attente	loué	en attente	loué	en attente
2012	137.561	107.090	98.294	37.983	35.883	37.050
2013	137.908	104.976	98.003	35.946	36.137	35.758
2014	139.071	120.504	98.082	39.083	36.377	39.939
2015	140.516	117.681	97.802	38.628	36.248	43.345
2016	142.981	137.177	101.589	39.464	36.117	39.153

<sup>44</sup> En moyenne, en 2005, les ménages dont le budget se situait sous le seuil de pauvreté consacraient 33.7% de leur budget à ces postes. Parmi ceux-ci, les personnes qui n'ont pas la chance de disposer d'un logement social y consacraient nettement plus que 50% de leur budget mensuel disponible :

[http://croco.solsoc.be/IMG/pdf/Qui\\_sont\\_les\\_pauvres\\_en\\_Belgique.pdf\(pp.5-6\)](http://croco.solsoc.be/IMG/pdf/Qui_sont_les_pauvres_en_Belgique.pdf(pp.5-6))

<sup>45</sup> Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale,  
[http://www.luttepauvrete.be/chiffres\\_logements\\_sociaux.htm](http://www.luttepauvrete.be/chiffres_logements_sociaux.htm)

Ces chiffres globaux montrent donc une détérioration globale de la situation du logement social et son incapacité à répondre aux besoins en matière de lutte contre la pauvreté.

Les chiffres mentionnés dans ce tableau sont relatifs à l'ensemble des logements sociaux. Encore faut-il tenir compte de l'accessibilité ou de l'adaptabilité de ceux-ci. Nous ne disposons pas de chiffres officiels à ce propos.

Dans ces conditions, quelle que soit la région considérée, il est particulièrement difficile pour une personne handicapée ou pour la famille dont les revenus sont constitués d'une allocation de handicap de trouver un logement dans lequel développer un réel projet de vie<sup>46</sup>.

Le problème est similaire pour les personnes qui doivent vivre en institution. Le manque de place y est réel et le prix de celles-ci est parfois impossible à couvrir pour la personne ou la famille, en fonction des revenus dont elle dispose.

### **Un manque cruel de statistiques**

En matière de lutte contre la pauvreté, une identification correcte des besoins les plus criants est nécessaire. Malheureusement, en ce domaine, la Belgique ne dispose pas de données chiffrées exploitables tandis que les indicateurs ne sont pas toujours déterminés de manière à évaluer l'adéquation des actions politiques par rapport aux besoins du terrain. Le CSNPH a cependant souligné la grande qualité du Rapport bisannuel 2014-2015 du Service de Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en ce qu'il *présente le grand intérêt de mettre en évidence des mesures concrètes et attendues ; il suggère des mécanismes qui assureront des réponses aux besoins.*<sup>47</sup>

### **Recommandations**

17. Les autorités compétentes devraient développer des actions spécifiques pour assurer que les familles de personnes handicapées ne souffrent pas de pauvreté.
18. Les Régions wallonne et bruxelloise devraient s'inspirer des réglementations flamandes en matière de logement social permettant aux sociétés de logement social de faire se rencontrer au mieux l'offre et la demande de logement sociaux et de favoriser l'accès de certains groupes cibles à des logements correspondant à leurs besoins spécifiques : personnes à mobilité réduite, par exemple.
19. La Région flamande devrait obtenir, au travers de ses 11 *Centra voor Algemeen Welzijnswerk*, des données quantitatives concernant la situation des familles dont un membre est handicapé.

---

<sup>46</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des Personnes handicapées, Position des associations et structures d'avis représentant les personnes handicapées, Rapport initié et coordonné par le Belgian Disability Forum asbl*, 20 février 2014, p. 138 ; <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport-alternatif-bdf.html>.

<sup>47</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2016-06.html>

20. Les autorités compétentes devraient financer des services dont l'objet est de permettre à une personne handicapée d'accéder à une vie plus autonome.
21. Les autorités compétentes devraient organiser la participation des personnes handicapées à la définition de leurs besoins, la possibilité de choisir en fonction de leurs priorités.
22. Les autorités compétentes devraient veiller à ce que l'offre de services permette à la personne de développer une vie autonome dans les lieux de vie de son choix et une participation inclusive dans tous les domaines de la vie sociale.
23. Les autorités compétentes devraient préserver, faciliter et encourager la coordination entre services généraux et services spécialisés aux personnes handicapées.
24. Les autorités compétentes devraient adopter rapidement les arrêtés d'exécution de la loi accordant un statut aux aidants proches afin qu'elle puisse être appliquée.
25. Toutes les entités fédérées compétentes en la matière devraient être associées au processus de mise en œuvre de la loi accordant un statut aux aidants proches, par exemple via la Conférence interministérielle « Bien-être, Sport et Famille », partie Personnes handicapées (CIM Handicap). A cet égard, le BDF constate que la CIM Handicap ne s'est plus réunie depuis le 23 novembre 2013. Il demande dès lors qu'elle soit réactivée le plus rapidement possible afin que toutes les décisions importantes en matière de handicap puissent être concertées de manière correcte et efficace par toutes les entités compétentes.
26. Les autorités compétentes devraient assurer d'urgence et structurellement les échanges entre niveaux de pouvoirs pour éviter les diminutions et les pertes de droits.
27. Les autorités compétentes devraient élaborer un réel plan national pauvreté tenant compte des réalités et des compétences respectives de chaque entité fédérée.
28. Les autorités compétentes devraient augmenter le nombre de logements sociaux adaptables, que ce soit lors de la construction ou lors de la rénovation, et prévoir la possibilité d'attribuer un logement près du lieu de vie antérieur pour certaines personnes en situation de handicap.
29. Les autorités compétentes devraient mettre en place des structures d'accueil, d'aide et d'encadrement adéquates pour permettre aux familles avec enfant en situation de handicap de mener une vie digne, permettant à chacun des membres de la famille de développer leur vie de manière harmonieuse.
30. Les autorités compétentes devraient mettre en place les mesures nécessaires pour que les personnes sourdes et malentendantes puissent disposer de services d'interprétation en langue des signes dans toutes les situations où cela est nécessaire pour leur pleine participation à la vie dans la société.

31. Les autorités devraient établir des statistiques croisées et déterminer des indicateurs efficaces pour une identification correcte des besoins et pour l'établissement de solutions efficaces.

## **Article 17 – Droit des enfants et des adolescents à une protection sociale, juridique et économique à l'assistance sociale et médicale**

*En vue d'assurer aux enfants et aux adolescents l'exercice effectif du droit de grandir dans un milieu favorable à l'épanouissement de leur personnalité et au développement de leurs aptitudes physiques et mentales, les Parties s'engagent à prendre, soit directement, soit en coopération avec les organisations publiques ou privées, toutes les mesures nécessaires et appropriées tendant :*

1.
  - a. *à assurer aux enfants et aux adolescents, compte tenu des droits et des devoirs des parents, les soins, l'assistance, l'éducation et la formation dont ils ont besoin, notamment en prévoyant la création ou le maintien d'institutions ou de services adéquats et suffisants à cette fin;*
  - b. *à protéger les enfants et les adolescents contre la négligence, la violence ou l'exploitation ;*
  - c. *à assurer une protection et une aide spéciale de l'Etat vis-à-vis de l'enfant ou de l'adolescent temporairement ou définitivement privé de son soutien familial ;*
2. *à assurer aux enfants et aux adolescents un enseignement primaire et secondaire gratuit, ainsi qu'à favoriser la régularité de la fréquentation scolaire.*

### **Paragraphe 1 – Enseignement primaire et secondaire gratuit – régularité de la fréquentation scolaire**

La régularité de la fréquentation scolaire n'est pas assurée pour tous les enfants. C'est ainsi que, dans chaque communauté, des enfants handicapés ne sont pas scolarisés du fait du manque de solution pratique permettant de les prendre en charge du fait de leur situation de handicap (cf. page 88-90).

Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies, cité dans le commentaire du Comité, page 90 souligne que les enfants des familles pauvres et les enfants étrangers risquent d'être pris en charge dans le cadre de programmes pédagogiques spéciaux.

C'est aussi le cas pour les enfants handicapés et à une échelle beaucoup plus systématique vu l'existence d'établissements d'enseignement primaire et secondaire spécialisés vers lesquels sont dirigés la grande majorité des enfants et des adolescents handicapés.

L'enseignement, tant ordinaire que spécialisé, fait partie des compétences communautaires, en fonction du rôle linguistique des étudiants. Les Communautés flamande, française et germanophone ont mis en place des dispositions réglementaires qui évoluent de différentes manières. Ils visent, selon

le cas, à l'inclusion ou à l'intégration totale ou partielle des enfants handicapés dans l'enseignement ordinaire tout en maintenant l'existence d'une éducation spéciale non inclusive.

Dans une logique de transition progressive vers une éducation inclusive et de respect de la liberté de choix, le BDF ne s'oppose pas à la coexistence de ces deux systèmes dans les années à venir.

Compte tenu de l'écart qui s'est creusé entre les systèmes éducatifs des trois communautés, il est nécessaire de les traiter séparément.

### Communauté flamande

En Communauté flamande, le M-Decreet de 2014, complété en 2017 par le nouveau modèle de soutien (Ondersteuningsmodel), établit un enseignement général inclusif. Cette approche proactive s'inscrit dans la logique de l'UNCRPD. Cependant, certains problèmes sont apparus. Les deux principaux sont :

- Le fait qu'une école a la possibilité de refuser l'inscription d'un enfant ou d'un adolescent handicapé, si son inclusion ne peut se faire qu'avec des adaptations qui ne sont pas "raisonnables". Étant donné l'imprécision du concept d'aménagement raisonnable, le droit à l'éducation inclusive n'est pas vraiment garanti.
- Le fait que le transfert des enseignants et des superviseurs de l'éducation spéciale vers l'éducation ordinaire inclusive est beaucoup plus difficile en réalité qu'en théorie. Les élèves handicapés ne reçoivent pas toujours le soutien dont ils ont besoin en matière d'éducation inclusive.

Globalement, les organisations représentant les personnes handicapées ont regretté que ces décrets aient été mis en place à la hâte, avec une consultation limitée, sans considération suffisante de la nécessité d'une transition et sans information suffisante des personnes concernées<sup>48</sup>.

En conséquence, depuis l'année scolaire 2017-2018, de plus en plus de parents souhaitent que leur enfant ait la possibilité de retourner dans l'enseignement spécialisé, même s'ils avaient opté pour l'enseignement général inclusif : 770 élèves de plus dans l'enseignement de base et 342 dans le secondaire en 2017<sup>49</sup>.

La réglementation flamande ne prévoit toujours pas la création de classes de néerlandais inclusives et bilingues - *Vlaamse Gebarentaal* répondant aux besoins des enfants sourds<sup>50</sup>.

Un arrêt du 7/11/2018 a condamné une école primaire de la Communauté flamande pour avoir refusé d'inscrire un élève atteint du syndrome de Down<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> <https://www.kinderrechtencommissariaat.be/advies/implementatie-m-decreet-tussentijdse-evaluatie>

<sup>49</sup> AMKREUTZ(R.), *Realitycheck for M-decreet : more children return to special education*, dans *De Morgen*, 8/6/2017 (<https://www.demorgen.be/dmselect/realitycheck-voor-m-decreet-meer-kinderen-keren-terug-naar-buitengewoon-onderwijs-b71a8e15/?referer=https://www.google.com/>)

<sup>50</sup> <http://docs.vlaamsparlament.be/pfile?id=1378754>

<sup>51</sup> UNIA, *Première décision reconnaissant le droit à l'éducation inclusive*, 12/11/2018 (<https://www.unia.be/nl/artikels/eerste-vonnis-dat-recht-op-inclusief-onderwijs-erkent>)

## Communauté française

Depuis le 09/02/2011<sup>52</sup>, les écoles de la Communauté française sont obligées d'inclure le concept d'intégration des enfants ayant des besoins spécifiques dans leurs projets scolaires. Les institutions qui parviennent à cette intégration dans la pratique sont soutenues tout au long du processus.

Le BDF regrette que la Communauté française développe son système éducatif sur la base de la notion d'intégration et non d'inclusion comme le prescrit l'UNCRPD.

Le nombre d'enfants inscrits dans l'enseignement spécialisé reste très élevé par rapport à celui des enfants inscrits dans l'enseignement inclusif.

Le BDF note également que le nombre total d'enfants handicapés en "intégration" a doublé entre 2012 et 2016. Cependant, cette progression concerne principalement les élèves qui suivaient un enseignement spécialisé de "type 6 (déficiences visuelles) et 8" (troubles d'apprentissage) mais pas du tout les élèves qui suivent un enseignement spécialisé de "type 2 (retard mental modéré ou grave)" et de "type 5" (maladies ou convalescence)<sup>53</sup>.

En outre, la mise en œuvre d'aménagements raisonnables reste loin de l'esprit de la Convention, comme le montre l'article 4 du décret du 7/12/2017 : "...Tout élève de l'enseignement ordinaire... a droit à des aménagements raisonnables... à condition que sa situation ne rende pas indispensable la prise en charge de son éducation spéciale"<sup>54</sup>. Cela oriente presque automatiquement l'enfant vers l'éducation spécialisée.

Le paragraphe suivant de l'article 4 confirme le caractère strictement médical de la décision d'aménagement raisonnable : "... Le diagnostic... est posé par un spécialiste du domaine médical, paramédical ou psychomédical...".

La Communauté française mène une réforme majeure de l'éducation, le "Pacte d'excellence". Il n'y a pas de dispositions pour l'éducation inclusive ni pour l'éducation spéciale.

Les mesures réglementaires prises n'empêchent pas la persistance de problèmes, tant dans l'enseignement ordinaire que dans l'enseignement spécialisé, souvent dus à un manque de ressources techniques, humaines et financières, qui sont essentielles pour le développement d'une éducation efficace et durable.

## Communauté germanophone

En 2009, la Communauté germanophone a créé un centre d'appui éducatif spécialisé pour les enfants handicapés inscrits dans l'enseignement ordinaire<sup>55</sup>.

---

<sup>52</sup> Arrêté du Gouvernement de la Communauté française établissant les listes des implantations de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire bénéficiaires de l'encadrement différencié..., modifié par le décret du 9 février 2011 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française... ([http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/36474\\_000.pdf](http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/36474_000.pdf))

<sup>53</sup> Les indicateurs de l'enseignement 2017-07, Tableau 7.4 (<http://www.enseignement.be/index.php?page=0&navi=2264>)

<sup>54</sup> Décret du 7/12/2017 relatif à l'accueil, l'accompagnement et le maintien dans l'enseignement ordinaire de base et secondaire des élèves ayant des besoins spécifiques ([https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/44807\\_000.pdf](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/44807_000.pdf))

<sup>55</sup> Décret du 11/05/2009 relatif au Centre d'appui à la pédagogie et à l'éducation spécialisée, visant à améliorer l'appui pédagogique spécialisé dans les écoles ordinaires et spécialisées et à encourager le soutien aux élèves



L'aide pédagogique pour les enfants et adolescents handicapés n'offre que 4 heures d'aide pédagogique, par enfant, par semaine, dans l'enseignement de base et pendant les 4 premières années du secondaire. Pour les deux dernières années du secondaire, les jeunes handicapés ont droit à 8 heures d'aide scolaire par semaine. Dans l'enseignement supérieur, 15 heures par semaine sont prévues. Pour l'enseignement supérieur, cela semble correspondre aux besoins.

Ce décret vise à intégrer les enfants handicapés. Il ne suit pas une logique inclusive. Initialement, il visait à inclure les élèves en difficulté dans l'enseignement général. Après 10 ans, on constate que le nombre d'enfants en éducation spécialisée ne diminue pas.

### Au niveau des trois communautés

Si les trois communautés ont mis en place des initiatives utiles, il faut déplorer le manque de places pour les enfants handicapés et le manque de ressources suffisantes pour le faire : UNIA reçoit régulièrement des rapports d'enfants handicapés qui soulignent la difficulté d'obtenir des aménagements raisonnables à l'école<sup>56 57</sup>. UNIA a publié un "baromètre de la diversité dans l'éducation" à cet égard<sup>58</sup>.

Le maillage territorial mis en place par les établissements d'enseignement spécialisé ne permet pas à chaque enfant de recevoir l'éducation appropriée à une distance raisonnable de son domicile et les établissements d'enseignement spécialisé sont souvent situés dans des endroits mal desservis par les transports en commun. Le dilemme pour la famille est souvent de faire subir à leur enfant handicapé de longs trajets ou de déménager avec les conséquences que cela peut avoir pour l'enfant, mais aussi pour les autres membres de la famille : déracinement, difficultés professionnelles, perte du réseau social...

Dans une certaine mesure, l'ensemble de ces problèmes liés à la distance constituent une distorsion par rapport à la logique de gratuité de l'enseignement, à partir du moment où tous les enfants ne sont pas traités sur un pied d'égalité.

### **Recommandations :**

32. Les autorités compétentes devraient mettre en place une stratégie cohérente d'éducation inclusive pour les enfants handicapés, en leur allouant des ressources financières, matérielles et humaines suffisantes ?
33. Les autorités compétentes devraient mettre en œuvre des plans, ou corriger les plans existants pour assurer une transition de qualité de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement inclusif. Ces plans devraient garantir que l'évolution vers une éducation inclusive se fasse de manière égale pour toutes les situations de handicaps. Les organisations de personnes handicapées devraient être impliquées dans l'ensemble de ces processus.

---

ayant des besoins spéciaux ou des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage dans les écoles ordinaires et spécialisées ([http://www.etaamb.be/fr/decret-du-11-mai-2009\\_n2009202854.html](http://www.etaamb.be/fr/decret-du-11-mai-2009_n2009202854.html))

<sup>56</sup> UNIA : <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/lecole-de-ton-choix-avec-un-handicap-les-amenagements-raisonnables-dans-lenseignement>

<sup>57</sup> UNIA :

[http://www.diversite.be/sites/default/files/documents/publication/cgkr\\_redelijkeaanpassingen\\_fr\\_dec2014.pdf](http://www.diversite.be/sites/default/files/documents/publication/cgkr_redelijkeaanpassingen_fr_dec2014.pdf)

<sup>58</sup> <https://www.unia.be/fr/publications-et-statistiques/publications/barometre-de-la-diversite-enseignement>



34. Les autorités compétentes devraient prendre des mesures pour que l'éducation inclusive fasse partie de la formation de base des enseignants.
35. Les autorités compétentes devraient prendre des mesures concrètes pour permettre aux élèves handicapés de choisir l'enseignement qui leur convient le mieux et pour leur fournir des informations complètes, correctes et accessibles dans des formats appropriés sur les différentes options qui leur sont offertes. Dans l'établissement d'enseignement choisi par l'enfant ou l'adolescent handicapé, des mesures doivent être prises pour permettre à l'intéressé de recevoir une réponse appropriée à ses besoins de soutien et d'accompagnement ainsi que des méthodes d'enseignement adaptées, y compris un enseignement bilingue inclusif en langue des signes, pour lui permettre d'obtenir un diplôme qualifiant.

## **Article 27 – Droit des travailleurs ayant des responsabilités familiales à l'égalité des chances et de traitement**

*En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à l'égalité des chances et de traitement entre les travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités familiales et entre ces travailleurs et les autres travailleurs, les Parties s'engagent :*

- 1. à prendre des mesures appropriées :
  - a. pour permettre aux travailleurs ayant des responsabilités familiales d'entrer et de rester dans la vie active ou d'y retourner après une absence due à ces responsabilités, y compris des mesures dans le domaine de l'orientation et la formation professionnelles ;*
  - b. pour tenir compte de leurs besoins en ce qui concerne les conditions d'emploi et de sécurité sociale ;*
  - c. pour développer ou promouvoir des services, publics ou privés, en particulier les services de garde de jour d'enfants et d'autres modes de garde ;**
- 2. à prévoir la possibilité pour chaque parent, au cours d'une période après le congé de maternité, d'obtenir un congé parental pour s'occuper d'un enfant, dont la durée et les conditions seront fixées par la législation nationale, les conventions collectives ou la pratique ;*
- 3. à assurer que les responsabilités familiales ne puissent, en tant que telles, constituer un motif valable de licenciement.*

## **Paragraphe 1 – Participation à la vie professionnelle**

### **Accès effectif à l'emploi**

Le taux d'emploi des personnes handicapées en Belgique est beaucoup plus faible que la moyenne nationale<sup>59</sup>. D'autre part, la Belgique est un des Etats de

---

<sup>59</sup> Belgian Disability Forum asbl, *Convention relative aux droits des Personnes handicapées, Position des associations et structures d'avis représentant les personnes handicapées, Rapport initié et coordonné par le Belgian Disability Forum*, 20 février 2014, 211-212 ; <http://bdf.belgium.be/fr/th%C3%A9matiques/rapport->

l'Union européenne qui présente les plus mauvais résultats en matière d'emploi des personnes handicapées<sup>60</sup>. Le développement de politiques spécifiques est donc justifié.

La problématique de l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées a fait l'objet d'une note de position du Conseil Supérieur National des Personnes handicapées<sup>61</sup>. Cette note de position dresse un tableau complet de la situation et des efforts à consentir pour remédier aux problèmes.

Nous pointerons ici 3 axes essentiels dans la perspective de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale :

- la difficulté particulière pour les personnes handicapées à trouver un emploi
- l'absence de responsabilité sociétale des employeurs
- l'existence de « pièges à l'emploi » qui empêchent de nombreuses personnes handicapées de « prendre le risque » de s'engager dans un emploi<sup>62</sup>

Le BDF constate que jusqu'à présent aucune politique globale et coordonnée n'a été mise en place pour apporter une solution constructive au problème spécifique du taux d'emploi des personnes handicapées.

### **Accès à l'emploi en Flandre : les limites de l'approche généraliste**

En Flandre, par volonté de respect de l'« égalité des chances », tout le secteur de l'aide à la recherche d'emploi, y compris la formation, est centralisé par le VDAB. Les personnes qui ont une « *restriction au travail* » (*arbeidsbeperking*) peuvent bénéficier de mesures particulières offertes par le VDAB.

Le VDAB distingue deux types de restrictions au travail<sup>63</sup>.

- Les invalidité limitant le travail (*arbeidshandicap*) :
  - La personne souffre d'une affection de nature psychologique, physique ou sensorielle
  - La personne a besoin d'aménagements pour trouver du travail ou pour être en mesure de bien faire son travail
  - Quelques exemples: autisme, perte auditive, déficience visuelle, paralysie des cordes vocales, dépression chronique, fibromyalgie, épilepsie, maladie musculaire, syndrome de fatigue chronique, schizophrénie...
- Problèmes psychosociaux (ou problèmes multiples) :
  - La personne souffre de problèmes psychosociaux
  - La personne a besoin d'aménagements pour trouver du travail ou pour être en mesure de bien faire son travail.

---

[alternatif-bdf.html](http://bdf.belgium.be/resource/static/files/pdf_uncrpd/2014-02-20---rapport-alternatif---belgian-disability-forum.pdf) [http://bdf.belgium.be/resource/static/files/pdf\\_uncrpd/2014-02-20---rapport-alternatif---belgian-disability-forum.pdf](http://bdf.belgium.be/resource/static/files/pdf_uncrpd/2014-02-20---rapport-alternatif---belgian-disability-forum.pdf)

<sup>60</sup> Eurostat, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/6181600/3-02122014-BP-FR.pdf/55394f4c-1dea-4d3d-a9bd-6fc936455d03>

<sup>61</sup> Conseil Supérieur National des Personnes handicapées, *Emploi des personnes handicapées : note de position*, Janvier 2014, <http://ph.belgium.be/resource/static/files/2014-01-14-note-position-emploi.pdf>

<sup>62</sup> La problématique de l'emploi des personnes handicapées ne peut être abordée efficacement sans tenir compte de celle des allocations aux personnes handicapées. Celle-ci a été abordée sous l'article 13, ci-dessus.

<sup>63</sup> <https://www.vdab.be/arbeidshandicap/watishet>

- Quelques exemples : chômeur de longue durée, antécédents de dépendance, le partenaire ne permet pas à la personne de quitter son domicile, danger de devenir sans-abri, sérieux problèmes financiers...

Les personnes souffrant d'une affection de nature psychologique, physique ou sensorielle sont donc mise sur le même pied que les personnes souffrant de problèmes psychosociaux.

Partant d'un principe louable, cette approche « généraliste » aboutit à un résultat défavorable pour les personnes handicapées car elles se trouvent « perdues dans la masse ». Concrètement, elles viennent à la fin des priorités du VDAB, car elles ont besoin de plus d'accompagnement.

### **Réintégration sur le marché du travail**

Les difficultés inhérente à la réintégration sur le marché du travail des personnes qui ont bénéficié de prestations de l'assurance maladie-invalidité a donné lieu, à plusieurs reprises, à de nouvelles mesures politiques au cours de la dernière décennie.

C'est ainsi qu'en 2011, le cumul maximal entre les indemnités et le revenu du travail a été augmenté dans le cadre de ce que l'on a appelé à l'époque le plan *Back-to-Work*. Au cours de la même période, l'obligation d'obtenir préalablement l'autorisation du médecin-conseil pour reprendre le travail a également été supprimée. En avril 2018, le régime de cumul entre les indemnités d'invalidité et les revenus d'une activité a, une nouvelle fois, été réformé.

### **Remise au travail des travailleurs handicapés et malades chroniques : pas souvent une préoccupation pour l'employeur**

En 2016, le parlement a adopté de nouveaux trajets de réinsertion venant compléter le dispositif légal existant en matière de trajets de réinsertion professionnelle. Le CSNPH avait attiré à plusieurs reprises l'attention sur de probables effets pervers de la mesure *Back to work* <sup>64</sup>.

Le Conseil National du Travail a remis une analyse très négative <sup>65</sup> mettant totalement en évidence que cette mesure conduit souvent au licenciement du travailleurs, sans examen sérieux des formes alternatives d'emploi.

### **Responsabilisation des employeurs secteur privé : « peut beaucoup mieux faire »**

Le CSNPH plaide depuis des années pour une responsabilisation réelle des employeurs du secteur privé en faveur de l'engagement concret et durable des travailleurs handicapés. Pour rappel, la Belgique fait partie des mauvais élèves européens en termes d'occupation des personnes handicapées avec un taux d'occupation de plus de 20% inférieur au taux d'occupation des travailleurs dits « valides ».

<sup>64</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2016-12.html>, <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2015-32.html>, <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2015-10.html>

<sup>65</sup> <http://www.cnt-nar.be/AVIS/avis-2099.pdf>

Au-delà du problème de manque de formation par lequel les employeurs justifient le fait de n'engager que rarement des travailleurs handicapés, c'est véritablement un changement de mentalité qui ne vient pas : la personne handicapée continue d'être vue sous l'angle de ses déficiences et non pas de ses compétences.

En octobre 2014, le Comité des droits des personnes handicapées a remis à la Belgique ses recommandations suite à la présentation du premier rapport sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Deux recommandations concernent l'emploi des personnes handicapées :

- Le Comité note avec préoccupation qu'un faible nombre de personnes handicapées sont employées dans un travail régulier. Il note également que le gouvernement ne parvient pas à atteindre les objectifs liés à l'emploi des personnes handicapées dans ses propres services, ainsi que l'absence de quota dans le secteur privé.
- Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires tant réglementaires qu'incitatives pour garantir le droit à l'emploi pour les personnes handicapées, dans le secteur privé et le secteur public, en garantissant une protection efficace contre la discrimination, en assurant une formation professionnelle ainsi qu'une accessibilité adéquate, et en assurant les aménagements raisonnables nécessaires.

Le CSNPH a demandé en 2017 <sup>66</sup> :

- La mise en place d'un mécanisme obligatoire pour les employeurs du secteur privé. Ce mécanisme consiste en un objectif annuel à atteindre (traduit sous la forme d'un pourcentage) par le biais d'un ensemble de mesures visant à favoriser l'emploi des personnes handicapées
- L'instauration d'un pourcentage présente l'avantage d'être quantifiable et donc facilement identifiable, évaluable et comparable. Cet objectif doit également être considéré comme un des moyens d'augmenter l'emploi réel des personnes handicapées même si cette approche comporte ses limites (photo d'un taux à un moment donné)

Très concrètement, le CSNPH demande au gouvernement d'adopter une législation qui :

- vise le recrutement et la carrière de la personne handicapée
- rende obligatoire un objectif annuel à atteindre sous la forme d'un pourcentage
- concerne les employeurs du secteur privé (hors ETA) de minimum 20 ETP
- prévoit des impacts en cas de non-atteinte de l'objectif
- prévoit la création d'organes de contrôle de la bonne application du dispositif au sein des différents niveaux de pouvoirs

L'objectif serait atteint lorsque l'entreprise atteint 3% (en équivalent temps plein) de l'effectif occupé au 31 décembre de l'année précédente.

---

<sup>66</sup> <http://ph.belgium.be/fr/avis/avis-2017-01.html>

## **L'emploi des personnes handicapées dans le secteur public : l'Etat ne montre pas l'exemple !**

Le dernier rapport de la Commission d'accompagnement pour le recrutement des personnes handicapées dans la Fonction publique - CARPH<sup>67</sup> - de ces dernières années montrent que le taux d'occupation légalement exigé dans l'administration fédérale de 3% atteint à peine 1,37% et que seuls 5 institutions atteignent l'objectif.

La Belgique ne se donne pas les moyens d'une politique d'occupation réelle des personnes handicapées ou malades. Il existe un fossé énorme entre les intentions des textes et la réalité du terrain professionnel.

## **Des aménagements raisonnables trop rarement mis en oeuvre**

La possibilité d'obtenir des « aménagements raisonnables » pour le travailleur peut également contribuer à augmenter le taux d'emploi des personnes handicapées.

En 2007, un protocole relatif au concept d'aménagements raisonnables en faveur des personnes handicapées a été adopté par l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune, et la Commission communautaire française<sup>68</sup>.

Dans la pratique, en matière d'emploi, ce protocole est très peu appliqué.

En 2017, UNIA a ouvert 516 nouveaux dossiers relatifs au critère du handicap, soit 23% du total des nouveaux dossiers. Sur une période de 5 ans, il s'agit du critère qui a connu l'augmentation relative la plus significative (+98,5%) au niveau du nombre de dossiers ouverts.

Les secteurs Emploi et Biens et services représentent chacun 27,7% des dossiers, suivis de près par le secteur *Enseignement* (23,8%). Il s'agit là d'une évolution propre au critère du handicap. Si, il y a 5 ans, on constatait encore une nette prédominance de dossiers relevant du secteur *Biens et services*, à savoir essentiellement des problèmes d'accessibilité dans les transports et le logement, on constate aujourd'hui une augmentation proportionnellement plus marquée des dossiers relevant des domaines *Emploi et Enseignement* et, dans une moindre mesure, *Activités diverses et Société*.

Au niveau de l'emploi, les dossiers concernent surtout l'organisation et les conditions de travail (31,5% des dossiers *Emploi/handicap*), des cas de licenciement (21,7% des dossiers *Emploi/handicap*) et des cas de discrimination présumée à l'embauche (17,5% des dossiers *Emploi/handicap*)<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup>

<https://fedweb.belgium.be/sites/default/files/downloads/CARPH%20Rapport%20d%27%C3%A9valuation%202017.pdf>

<sup>68</sup> Protocole entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française en faveur des personnes en situation de handicap - Protocole relatif au concept d'aménagements raisonnables en Belgique en vertu de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et de lutte contre le racisme, conclu à Bruxelles, le 19 juillet 2007, Moniteur belge du 20.09.2007, Ed. 2.

<sup>69</sup> [https://www.unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Rapport\\_chiffres\\_2017\\_DEF.pdf](https://www.unia.be/files/Documenten/Jaarrapport/Rapport_chiffres_2017_DEF.pdf)

Si une bonne partie des dossiers montre que, dès que le handicap est déclaré ou perçu, la personne est refusée pour l'emploi vacant, avant même d'avoir pu défendre sa candidature en entretien, les situations les plus fréquentes sont celles de refus d'aménagements raisonnables pendant la vie professionnelle (cas de licenciement). Or, 80% des handicaps se déclarent tout au long de la vie. Quand le handicap survient ou quand il s'aggrave, le maintien dans une activité professionnelle est conditionné par la mise en place d'aménagements raisonnables. Or, cette obligation est encore trop souvent méconnue ou ignorée.

De nombreuses décisions judiciaires rappellent qu'avant de licencier une personne en situation de handicap au travail, l'employeur doit sérieusement envisager toute possibilité d'aménagement raisonnable. Les aménagements les plus fréquemment demandés (et refusés) sont autant matériels (par exemple, téléphone avec amplificateur pour un travailleur sourd, présence d'un interprète en langue des signes lors d'un recrutement) qu'organisationnels (télétravail, horaire adapté, réorganisation des tâches, ...) <sup>70</sup>.

## Recommandations

36. Les autorités compétentes devraient développer une politique globale et coordonnée pour apporter une solution spécifique au très faible taux d'emploi des personnes handicapées. Cette politique globale devrait, au minimum, intégrer la notion de « responsabilité sociétale des employeurs » et des mesures propres à éliminer les « pièges à l'emploi ».
37. Le VDAB devrait développer des actions spécifiques en faveur de l'emploi des personnes handicapées
38. Les autorités compétentes devraient apporter les corrections nécessaires à la législation *Back to work* pour empêcher qu'elle aboutisse à une mesure de licenciement du travailleur sans réelle recherche d'alternatives d'emploi.
39. Les autorités compétentes devraient prendre des mesures concrètes, tant réglementaires qu'incitatives, pour garantir le droit à l'emploi des personnes handicapées, dans les secteurs privé et public, en assurant une protection efficace contre la discrimination, en assurant une formation professionnelle, en assurant une accessibilité adéquate et en assurant des aménagements raisonnables nécessaires.
40. Les autorités compétentes devraient mettre en place des mesures de contrôle et de sanction afin de garantir le respect des quotas d'emploi existants dans le secteur public ?
41. Les autorités compétentes devraient prendre les mesures concrètes nécessaires pour garantir la mise en œuvre efficace du protocole relatif au concept d'aménagement raisonnable.

---

<sup>70</sup> Par exemple : <https://www.unia.be/fr/jurisprudence-alternatives/jurisprudence/cour-du-travail-bruxelles-20-fevrier-2018>